

- 17 -

LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT PASTORAL EN ADAMAOUA CAMEROUNAIS

Cet exposé se situe dans le cadre du thème "Développement rural", retenu par le séminaire interdisciplinaire.

Présentation de l'Adamaoua. L'arrivée des Foulbé au milieu du 19ème siècle est le phénomène essentiel à retenir, tant par ses conséquences pastorales directes que par des conséquences humaines plus générales (rapports entre les Foulbé et les autochtones, domination de populations agricoles par des éleveurs).

Evolution récente du contexte de l'élevage. Depuis les années 50, elle est marquée par l'invasion du plateau par des glossines, vecteur de la trypanosomiase bovine. On analyse cette invasion au centre du plateau et on propose une explication à ce phénomène dont les conséquences pastorales s'avèrent de plus en plus graves.

Les politiques de sauvegarde de l'élevage. Pendant environ 15 ans, les responsables n'ont pas réagi au danger qui menace l'activité pastorale dans la région. Ensuite, ils adoptent successivement deux solutions :

- La protection vétérinaire du cheptel. A partir de 1967, on s'efforce, par des campagnes de traitements vétérinaires systématiques, de protéger la plus grande partie du cheptel menacé. Le résultat semble d'abord efficace. Mais après plusieurs années d'efforts, on y renonce pour plusieurs raisons.

- La destruction des glossines. Elle débute en 1976 et concerne la poche principale d'infestation. Elle nécessite la mise en oeuvre d'importants moyens techniques (hélicoptères) et le recours à l'aide financière extérieure. En 1980, les résultats s'écartent beaucoup des prévisions.

Des incertitudes subsistent quant au succès de lui-même cependant que les conséquences écologiques de la projection massive d'insecticides très toxiques ne sont pas négligeables.

séance du 5 mars 1981

Jusqu'à la dernière décennie, les pouvoirs publics n'ont pas élaboré de véritable politique de développement pastoral. Ils se sont efforcés de fournir une assistance

vétérinaire et de sédentariser les nomades. L'introduction des techniques d'élevage moderne était laissée à l'initiative privée. Des politiques plus ambitieuses de développement ne datent que des dernières années.

L'organisation de la recolonisation pastorale. Après l'éradication des glossines, la Banque Mondiale prévoit d'organiser la recolonisation des pâturages assainis selon un plan rigoureux et dirigiste. Mais ce projet nécessite de gros investissements. En fait, l'occupation des pâturages s'effectue d'abord de manière totalement anarchique. Puis, une "Commission pour la mise en valeur du Haut Faro" tente de contrôler le retour des éleveurs mais son efficacité reste très limitée. La colonisation pastorale continue à se dérouler de manière spontanée.

Le grand ranching d'Etat. La politique de ranching d'Etat n'est pas propre au Cameroun. Elle correspond à un modèle de conception anglo-saxonne, présenté comme la solution-miracle à tous les problèmes pastoraux. L'analyse des premières années de fonctionnement du ranch du Faro, montre que les résultats ne répondent pas aux objectifs initiaux.

Les ranches privés. Contrairement au grand ranching, la création de ranches privés suppose la participation de certains éleveurs. Le déroulement de l'opération près de Ngaoundéré aboutit à avantager les gros propriétaires de bétail citadins et absentéistes aux dépens des éleveurs ruraux. Le programme est ainsi détourné de ses objectifs par une catégorie d'éleveurs bien précise.

Politiques pastorales et positions des partenaires. L'élaboration des politiques de développement, l'apport de capitaux et la réalisation des programmes, mettent en rapport trois partenaires ayant des positions et des intérêts parfois divergents :

- Les autorités du Cameroun restent attachées à la formule du ranching d'Etat malgré les déboires subis. Elles s'efforcent en même temps de préserver sur place les intérêts des éleveurs traditionnels.
- La Banque Mondiale oriente ses investissements selon des principes qui évoluent au cours des dernières années. Ses interventions sont soumises à des critères de rentabilité financière.
- Les éleveurs ne disposent pas apparemment de l'initiative du développement mais ils peuvent infléchir ou contrecarrer des politiques pastorales. Finalement, celles-ci ne concernent qu'une minorité d'entre eux.

En conclusion, on propose deux interprétations à l'abstention de la majorité des éleveurs face aux possibilités de moderniser leur élevage :

- en Adamaoua, les anciens disposent toujours du pouvoir de décision en matière d'élevage, ce qui confère un conservatisme certain à cette activité ;
- contrairement à une opinion largement admise, l'élevage extensif tel qu'il est pratiqué en Adamaoua, serait plus productif qu'aucun élevage moderne, dans les conditions actuelles du marché de la viande.